



**PARLEMENT JURASSIEN
GROUPE SOCIALISTE**

Un point régulier sur nos hautes écoles, acteur clés de nos cantons

La Suisse dispose d'une richesse fondamentale : la formation dispensée par ses hautes écoles, y compris les HES. Ses retombées positives sur le dynamisme de nos économies sont visibles dans tous nos cantons. Des améliorations doivent cependant encore être apportées à notre système. Alors qu'il devrait y avoir complémentarité entre les différentes écoles, on constate que leur mission n'est pas bien définie et qu'il y a concurrence. La Suisse, avec son fédéralisme et ses lois actuelles, ne permet à la Confédération que d'inciter, mais pas d'imposer et de contrôler ces compétences partagées entre des acteurs cantonaux (les universités), intercantonaux (les HES) et fédéraux (écoles polytechniques).

De fait, les synergies entre Hautes écoles et terrain ne sont pas encore optimales, alors même que pour les HES, par exemple, il y a obligation légale de former pour des professions. De plus, il y a inadéquation dans l'accompagnement et le soutien public de la mutation d'entreprises existantes vers des technologies développées par nos écoles : des instruments économiques et politiques très variés, et pas forcément coordonnés selon les niveaux, ont été créés dans tous nos cantons.

Ainsi, une politique globale économique, partagée entre cantons et Confédération, n'existe pas. De plus, au vu des enjeux, elle devrait être appréhendée en dépassant les territoires cantonaux. Enfin, le manque de moyens, soit de la part des pouvoirs publics, soit de la part des privés pour accompagner le passage de l'innovation au produit d'intérêt pour le marché est relevé par les acteurs du terrain.

Conscients de la nécessité d'encourager de manière plus efficace ce lien entre les diverses politiques de formation supérieure et l'économie, les députés présents au séminaire du Forum Interparlementaire Romand sur la valorisation de nos hautes écoles, expriment la nécessité qu'un état des lieux régulier leur soit fait par leurs Autorités cantonales et fédérale. En conséquence, le Groupe socialiste, par son représentant au FIR, demande au gouvernement de prévoir une information régulière au Parlement:

- sur les synergies développées entre les Hautes écoles universitaires, polytechniques et spécialisées,
- sur le retour sur l'investissement octroyé par le biais des budgets « recherche et développement » de nos Hautes écoles, et
- sur les ajustements réciproques entre formation et économie, afin de coller à la réalité du terrain d'une part, et de répondre à une volonté politique de pousser certains domaines d'autre part, tout en préservant l'indépendance de l'enseignement et de la recherche.

Le responsable :

Jean-Yves Gentil

Delémont, le 25 mai 2011